Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXV-4 | 2020

Exception britannique, exception française ? Regards croisés

L'Exception à l'épreuve des sources : transitions diplomatiques et pratiques archivistiques dans les fins des empires français et britannique en Afrique

Challenging Exceptionalism in Relation to Sources: Diplomatic Transitions and Archival Practices in the Context of the End of the French and British Empires in Africa

Mélanie Torrent

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/6617>

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Mélanie Torrent, « L'Exception à l'épreuve des sources : transitions diplomatiques et pratiques archivistiques dans les fins des empires français et britannique en Afrique », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXV-4 | 2020, mis en ligne le 12 octobre 2020, consulté le 24 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/6617>

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'Exception à l'épreuve des sources : transitions diplomatiques et pratiques archivistiques dans les fins des empires français et britannique en Afrique

Challenging Exceptionalism in Relation to Sources: Diplomatic Transitions and Archival Practices in the Context of the End of the French and British Empires in Africa

Mélanie Torrent

Introduction

- ¹ Les archives impériales, écrivait Thomas Richards, ne sont « *pas un bâtiment, ou même une collection de textes, mais la jonction, imaginée collectivement, de tout ce qui était connu ou qu'on pouvait connaître, une représentation fantastique d'un grand schéma épistémologique, un point focal virtuel pour la connaissance locale hétérogène de la métropole et de l'empire* »¹. Ann Laura Stoler rappelait elle aussi il y a plus de dix ans l'importance de distinguer entre les archives comme sources, et les archives comme expériences épistémologiques, en prenant davantage en compte « *les conditions sociales et politiques qui ont créé ces documents* »² mais aussi la manière dont ils sont triés, structurés et mis à disposition du public. Le rôle des archives comme vecteur de pouvoir et l'influence des élites dans la formation et l'interprétation de l'histoire ont été soulignés par de nombreux historiens, et les études subalternes, postcoloniales et décoloniales ont montré la marginalisation des populations colonisées dans l'histoire des empires et dans l'histoire nationale des anciennes métropoles. Comme le suggère Jeannette Allis Bastian, l'étude de la provenance des archives – de leur construction, gestion et localisation – peut aussi permettre de mettre au jour certaines des voix subalternes subsumées, voire ignorées

ou réduites au silence, dans le contenu des dossiers et documents créés par les vainqueurs de l'histoire, coloniale et postcoloniale³.

- 2 En lien avec ces débats, l'étude des pratiques archivistiques de part et d'autre de la Manche permet d'éclairer les relations de la France et du Royaume-Uni à l'Afrique dans les fins d'empire et de mettre à l'épreuve le sentiment d'exceptionnalisme, français et britannique, qui a nourri en partie le discours diplomatique et continue de dominer de larges pans du débat public. Particulièrement intéressantes à cet égard sont la conception et les pratiques de la fameuse « Françafrique », des réseaux institutionnels et personnels de la cellule africaine de l'Elysée gérée par Jacques Foccart et de ce que certains chercheurs ont nommé l'Etat franco-africain⁴. Pour les diplomates britanniques à Londres et en Afrique jusqu'en 1974, Foccart conduit une politique visant à maintenir l'influence française dans ses anciennes colonies, à travers trois cercles connectés : réseaux de conseillers ; relations personnelles avec les chefs d'Etat africains ; contacts administratifs et financiers en France. Comme le souligne Jean-Pierre Bat, la spécificité du Secrétariat des Affaires africaines et malgaches tient au large éventail de domaines d'action dont il jouit dans la politique africaine de la France, depuis les affaires étrangères et la coopération jusqu'à la défense, au commerce et au développement, et à son caractère prioritairement gaulliste – il est de fait, à l'origine, « *un organe d'action au service de Charles de Gaulle* »⁵. Aux yeux des diplomates britanniques qui ont une conscience nette de ces caractéristiques, la cellule africaine de l'Elysée fait partie des phénomènes, dans sa conception et ses pratiques, qui distinguent la France du Royaume-Uni, d'au moins deux manières. D'une part, l'Afrique occupe une place plus grande dans les velléités de grandeur de la France, par rapport à un Royaume-Uni aux horizons plus globaux mais qui souffre aussi par ailleurs, en raison notamment de la question rhodésienne, d'une mauvaise réputation auprès de nombreux gouvernements africains. D'autre part, le Royaume-Uni et ses anciens territoires auraient une conception plus radicale de ce que signifie l'indépendance, dans la lignée de l'histoire longtemps dominante d'un empire britannique dont l'objectif ultime aurait été l'autonomie de ses territoires, et sa propre fin.
- 3 Jusqu'à très récemment ces perceptions marquaient de même l'historiographie, où dominaient l'image d'une France omniprésente en Afrique depuis les indépendances, symbolisée par les réseaux franco-africains multiples, et l'impression d'un Royaume-Uni en retrait, interprété soit comme le signe d'une plus grande indépendance laissée à ses anciennes colonies soit comme le symptôme d'une indifférence pour un continent moins précieux pour la puissance et l'influence britanniques que l'Asie du Sud ou les anciens dominions de peuplement blanc. Dans les années 1980, le poids relatif de l'Afrique dans les politiques internationales de Paris et de Londres avait renforcé cette tendance : l'Afrique ne représentait que 3% des exportations britanniques et 2% des importations, et l'aide au développement britannique à peine un sixième de l'aide française. Par ailleurs, les politiques britanniques en Afrique australe, notamment en Afrique du Sud où des sanctions ne furent jamais appliquées, et au Zimbabwe, après le refus du gouvernement travailliste de Harold Wilson d'utiliser la force pour mettre fin à l'indépendance unilatérale déclarée par le gouvernement de minorité blanche le 11 novembre 1965, faisaient de l'Afrique un sujet de controverses vives au sein d'un Commonwealth que Londres voulait préserver. Si un regain d'intérêt, des gouvernements, du public et des universitaires, s'est fait sentir après la famine en Ethiopie au début des années 1990 et le génocide au Rwanda en 1994, c'est surtout la

période des gouvernements néo-travaillistes, et les questions de développement, qui ont d'abord fait l'objet de nouvelles études majeures en politique étrangère⁶, davantage que la période des transferts de pouvoir.

- 4 L'impression d'une « exception » française a aussi été renforcée par plusieurs facteurs liés à la gestion même des archives des relations diplomatiques. Contrairement au Royaume-Uni où toutes les archives ministérielles sont centralisées à Kew au sud-ouest de Londres, on constate plutôt un « éparpillement » géographique des archives françaises, concomitant de la décolonisation et de la décentralisation. Le système français emmène ainsi le chercheur dans un itinéraire compliqué (et coûteux) entre La Courneuve et Nantes pour les archives diplomatiques, Vincennes pour celles du Service historique de la Défense, Pierrefitte-sur-Seine pour les archives nationales ultérieures à la Révolution française et depuis peu, les archives de la coopération qui étaient auparavant à Fontainebleau, et Aix-en-Provence pour les archives des ministères de l'Algérie, de l'Outre-Mer et des colonies, et pour les archives dites « rapatriées » ou plutôt « déplacées »⁷, c'est-à-dire les archives des gouvernements coloniaux emportées au moment des indépendances. Côté français-domine ainsi actuellement une certaine dispersion, alors même que l'histoire des archives en France est celle d'une centralisation plus grande, reflétant un état plus centralisé, et que l'Ecole des Chartes a longtemps constitué un modèle à l'international, là où les études d'archivistes se font au Royaume-Uni dans les universités qui offrent une formation en ce domaine⁸. D'autre part, les archives françaises semblent comparativement plus difficilement accessibles. Si la dispersion géographique peut donner le sentiment d'un parcours du combattant, elle contribue aussi à renforcer l'idée d'un « secret » entourant les affaires africaines de la France. Les archives dites « Foccart » sont consultables depuis 1989⁹ mais des dérogations étaient très souvent nécessaires jusqu'à très récemment; les archives de La Courneuve sont en retard dans les classements (pour le Cameroun jusqu'à ces quelques dernières années, seul le centre des archives diplomatiques de Nantes avait ouvert les dossiers postérieurs à 1961). De façon bien plus prosaïque, les modalités de consultation aux archives nationales britanniques sont aussi bien plus clémentes pour les chercheurs, grâce à un système de réservation et d'accès aux dossiers particulièrement rapide, généreux et efficace. Certes, à compter du 31 mars 2020, le nombre de documents consultables par jour aux archives nationales britanniques sera limité à 24 (12 documents commandés à l'avance et 12 documents commandés le jour même) et les commandes le jour même se feront à heures fixes (sur la base de 5 levées) et non plus au fil de l'eau. Mais ces nouvelles contraintes seront cependant toujours moins rigoureuses que celles imposées dans la plupart des fonds d'archives en France, où le nombre de documents autorisés par jour varie entre 5 et 8 et où les dossiers ne sont pas toujours réservables à l'avance (c'est le cas à la Courneuve, où les commandes se font impérativement sur place).
- 5 Récemment cependant, l'ouverture de nouvelles archives et les nouvelles études sur les archives en tant que processus, lieux et objets ont stimulé une nouvelle histoire croisée des pratiques françaises et britanniques dans la transition postcoloniale en Afrique. Cet article examine ainsi dans quelle mesure l'exceptionnalisme de la politique africaine de la France a été révisé, et évalue la place respective accordée au patrimoine archivistique, à sa sélection et à sa gestion, dans les fins d'empire et les décolonisations toujours en cours en France et au Royaume-Uni. Il conclut enfin sur l'importance des « community archives » et des archives associatives pour l'histoire et la mémoire des

transferts de pouvoir, au croisement entre sphères étatiques et non-étatiques, nationales et transnationales.

Les réseaux franco-africains de l'ère Jacques Foccart : un exceptionnalisme relatif

- 6 Comme le souligne Jean-Pierre Bat, responsable jusqu'en 2017 du Fonds Jacques Foccart à la suite de Pascal Geneste, il est fondamental de ne pas sur-lire des archives que l'on penserait sulfureuses et explosives. Il faut dire que le champ de la politique africaine de la France s'y prête d'autant plus qu'aux événements bien connus des réseaux franco-africains s'ajoute un récit où les journalistes politiques et d'investigation ont longtemps dominé les rayons des librairies, de Pierre Péan à François-Xavier Verschave, tandis que la parution de plusieurs mémoires a fait aussi l'objet de vives discussions¹⁰. Ce que révèlent les archives « Scribe » (personnelles) et « Elysée » de Jacques Foccart, c'est avant tout *« une méthode de travail, archétypale ici, d'une génération forgée dans la Résistance : cloisonnement des activités de ses collaborateurs, affaires réservées confiées à quelques hommes de confiance, goût pour le renseignement et l'action, conception gaulliste très traditionnelle du monde à l'heure de la décolonisation et de la guerre d'Algérie qui ramène cette génération au pouvoir¹¹ »*. Elles mettent ainsi *« à mal le mythe de l'homme 'sans papier', ou plus largement les idées reçues sur le secret dans le processus d'information et de prise de décision au plus haut sommet de l'État gaulliste¹² »*. Cela ne signifie nullement que les services de Foccart n'ont pas exercé une influence considérable sur les politiques intérieures et extérieures de nombreux acteurs des relations africaines mais plutôt qu'il n'existe pas à proprement parler de politique « Foccart » prévisible et immuable – comme le montre la question camerounaise¹³. De même, l'accès difficile à plusieurs fonds d'archives nationales africaines ne peut pas s'expliquer uniquement par une volonté de dissimulation de gouvernements pourtant enclins à favoriser le secret ou retenir certaines informations¹⁴.
- 7 Les réinterprétations les plus intéressantes des « exceptionnalismes » français et britanniques sont venues récemment de nouvelles recherches au Royaume-Uni, notamment Joanna Warson, qui a travaillé sur les relations franco-rhodésiennes, et Poppy Cullen, sur les relations anglo-kenyanes. Joanna Warson montre ainsi que les pratiques de la « Françafrique » ne sont pas limitées au « pré carré » traditionnel, ni même à l'Afrique francophone. Il ne s'agit pas de minimiser les distinctions – notables par exemple en matière de tradition juridique, et ressenties fortement par les acteurs des politiques africaines française et britannique à l'époque. Mais son étude de la politique de la France en Rhodésie du Sud montre un investissement politique et économique important, qui opère sur des mécanismes semblables à ceux du « pré carré » et où les ressorts mêmes des réseaux africains de l'Elysée jouent un rôle fondamental. La politique de la France est ainsi fondée sur des liens suivis avec des personnalités rhodésiennes, dans les cercles gouvernementaux à Salisbury et dans les services de renseignements à Londres. Elle s'appuie sur certaines figures clés du Secrétariat des Affaires africaines et malgaches, comme Jean Mauricheau-Beaupré, en poste à Brazzaville puis à Abidjan, ou Philippe Lettéron, qui œuvre à Libreville après avoir été conseiller de Maurice Tschombé à Léopoldville¹⁵. Elle bénéficie par ailleurs de l'implication de pays africains dont elle est proche, comme le Gabon qui permet aux exportations rhodésiennes (de viande de bœuf par exemple) de transiter par Libreville

pour être ensuite réexpédiées, y compris vers l'Europe, tandis que plusieurs grandes entreprises liées à la cellule africaine de l'Elysée, dont l'Union des transports aériens, par exemple, ou Sucres et Denrées, sont actives dans la région. Mais tout en soulignant les tensions entre décideurs français (notamment entre le Quai d'Orsay et le Secrétariat de Foccart) et la persistance d'une anglophobie prégnante dans la formulation et la pratique des relations franco-rhodésiennes, Warson conclut qu'il n'existe pas de fait un « *exceptionnalisme des approches de la France en Afrique francophone* »¹⁶. Certes, ces conclusions demandent à être replacées dans un contexte continental plus vaste et les pratiques françaises en Rhodésie comparées avec le reste de l'Afrique anglophone. La Rhodésie d'Ian Smith après la Déclaration unilatérale d'indépendance en 1965 est un Etat « *exceptionnel* » à certains égards. Certains agents de renseignements français en poste en Afrique anglophone dans les années 1980 estiment que Paris continue d'accorder une priorité à l'Afrique dite francophone sans aucune commune mesure avec le reste du continent. Si les craintes face au Communisme ou à l'influence américaine sont bien présentes sur l'ensemble de l'Afrique, et si les intérêts de Madagascar (et de la France à Madagascar) influencent bien la manière dont les autorités françaises analysent la situation en Afrique australe, la Zambie n'a jamais l'importance que peuvent avoir les anciens territoires français dans les plus hautes sphères de la politique française¹⁷. Mais la contribution de Warson est majeure, en ce que les « *connections transcontinentales* »¹⁸ qu'elle met au jour remettent en question la définition et le terrain d'application des sphères d'influence en Afrique, tout en affinant l'idée d'un « *modèle* » français d'une politique africaine, exportable au-delà de son premier périmètre de conception et moins « *exceptionnel* » qu'il n'y paraît.

- 8 Parallèlement, Cullen estime que les historiens ont négligé deux pans importants de la politique étrangère britannique en Afrique dans les transitions post-impériales. D'une part, les relations personnelles, semi-officielles, entre Britanniques et Kenyans après l'indépendance, présentent des similitudes avec les relations franco-africaines cultivées dans le « *pré carré* » des présidents français et de Jacques Foccart. C'est bien une « *relation spéciale* » qui existe entre le haut commissaire britannique Malcolm MacDonald et Charles Njonjo, conseiller spécial du Président Jomo Kenyatta, qui communiquent de façon privilégiée grâce à une ligne téléphonique directe et exclusive¹⁹. De même, les débats au sein de l'administration britannique au sujet des funérailles de Kenyatta, entre 1968 lorsque le président kenyan a une première attaque et 1978 lorsqu'il décède, révèlent l'ampleur du réseau des relations personnelles tissées entre des figures clés des deux gouvernements²⁰. D'autre part, Cullen estime que les interventions militaires déclenchées par le Royaume-Uni à la demande des gouvernements d'Afrique de l'Est en 1964 pour réprimer les mutineries ne marquent pas la fin des intérêts stratégiques et militaires britanniques dans la région – tant dans le contexte de la Guerre froide que par crainte qu'une déstabilisation de la région ne porte atteinte à l'image alors dominante d'une décolonisation britannique somme toute réussie. Les inquiétudes du gouvernement kenyan face à un possible coup d'Etat mené par le premier vice-président kenyan Jaramogi Odinga Odinga et face aux visées territoriales de la Somalie voisine mènent à un arrangement secret entre Londres et Nairobi, tenu hors des sphères parlementaires²¹. Certes, il existe des différences majeures entre la relation anglo-kenyane et la majorité des relations franco-africaines à l'époque. Les Britanniques refusent la signature d'accords écrits, même secrets, et y préfèrent une entente plus implicite. Ce sont aussi avant tout avec des hauts fonctionnaires britanniques, plutôt qu'avec des personnalités politiques, que les

hommes politiques kenyans sont en contact direct, et avec qui ils peuvent nouer des relations personnelles et amicales étroites. Il n'y a de fait pas d'équivalent aux liens forgés entre Africains et Français dans les institutions de la Quatrième République, où des leaders majeurs dans les sphères nationales et internationales, comme Léopold Sedar Senghor et Félix Houphouët-Boigny, ont pu ancrer des réseaux influents et décisifs. Reste aussi en suspens la question de savoir si la « relation spéciale » que Cullen identifie opère ailleurs en Afrique, ou si elle est spécifique au Kenya, voire à l'Afrique de l'Est dont les rapports diplomatiques britanniques successifs notent la position stratégique entre Afrique, Moyen-Orient et Océan Indien, la proximité avec plusieurs territoires encore dépendants en Afrique centrale et australe, et la place des communautés d'origine européenne et indienne. Mais même si les dynamiques fonctionnent différemment en Afrique de l'Ouest, où la présence française est massive et influence les politiques britanniques sur le terrain, les travaux de Cullen suggèrent néanmoins que les pratiques diplomatiques de la France et du Royaume-Uni en Afrique – de même que les objectifs politiques et moyens d'influence pratiques des gouvernements africains dans les ex-colonies – sont moins différentes qu'il n'y paraissait.

Les archives françaises et britanniques, objets des processus de décolonisation

- 9 Si l'on considère les sources utilisées, ces nouvelles recherches sont en partie permises par l'ouverture de nouveaux fonds, comme le fonds Foccart ou, plus simplement, parce que les archives sont déclassifiées au fur et à mesure²². Mais c'est aussi en portant une attention plus grande à la structure des archives et aux pratiques de catalogage déjà existantes que ces nouvelles pistes apparaissent. Si la centralisation des archives nationales britanniques à Kew peut sembler absolument merveilleuse d'efficacité pour le chercheur (et elle l'est), la dispersion géographique des archives françaises peut aussi s'avérer utile et éclairante.
- 10 Elle permet, d'une part, de mieux saisir les réalités organisationnelles et institutionnelles des ministères étudiés : les archives de Nantes concentrent les documents provenant des ambassades et offrent un autre regard que celui de l'administration centrale du Quai d'Orsay – de façon plus immédiatement visible, peut-être, que ce n'est le cas dans les archives de Kew qui présentent parfois, comme a eu l'occasion de le souligner Jean-Pierre Bat, des dossiers mieux rangés, mais aussi plus susceptibles d'entraîner leur lecteur à adhérer aux conclusions des hauts fonctionnaires, consignées en tête des correspondances. D'une certaine manière, de nombreux dossiers des archives britanniques présentent ainsi une histoire déjà tissée, qui demande à être déconstruite – davantage que les archives françaises. C'est le cas, par exemple, pour l'étude du rôle du Commonwealth dans la formulation d'une politique britannique sur la question algérienne à l'ONU à l'époque de la crise du Suez²³. Le classement thématique-géographique des dossiers du Foreign Office et du Dominions Office permet d'identifier relativement facilement les documents pertinents pour les relations avec le Commonwealth, mais rend plus ardue la tâche de reconstruire le contexte des autres relations bilatérales et multilatérales plus large – même si l'inscription manuscrite des conclusions et actions éventuelles en tête de chemise est précieuse. A l'inverse, les principaux dossiers du Quai d'Orsay sur la question

algérienne à l'ONU présentent la succession chronologique des télégrammes échangés sur la question, permettant une mise en perspective plus immédiate de la place des pays du Commonwealth dans l'ensemble de la correspondance française. Le classement est, sans surprise sans doute, indicatif des ancrages diplomatiques de l'époque : l'affaire algérienne n'occupe nécessairement pas la même place pour les deux Etats, mais surtout peut-être, le groupe Commonwealth à l'ONU reste encore pour le Royaume-Uni un acteur et un espace de négociation et de médiation diplomatique qui n'a pas d'équivalent côté français – et qui se matérialise dans la constitution même des fonds d'archives.

- 11 D'autre part, les inventaires des archives françaises, scindées entre les multiples lieux, permettent au chercheur d'envisager et de confronter plusieurs niveaux d'analyse, plus immédiatement et facilement que les archives britanniques. C'est le cas, par exemple, pour l'étude des relations franco-britanniques au Cameroun, notamment après 1963, lorsqu'est consolidée une fédération où dominent les pratiques héritées des traditions françaises et que prennent fin les préférences commerciales du Commonwealth dont bénéficiait jusqu'alors l'ancien Southern Cameroons²⁴. La structuration même des dossiers diplomatiques à La Courneuve montre que le Cameroun représente un sujet relativement mineur dans les relations politiques bilatérales franco-britanniques au plus haut niveau – contrairement à l'Asie, ou à la Méditerranée – et que les relations des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne avec le Cameroun acquièrent à l'inverse une importance croissante aux yeux de Paris entre 1961 et 1972. Mais la confrontation des fonds des ambassades de France à Yaoundé et à Londres dans les archives diplomatiques de Nantes montrent qu'en termes de culture diplomatique en Afrique de l'ouest, le Cameroun est un terrain d'évaluation réciproque permanent, et perçu par les diplomates en poste comme emblématique. De même, l'étude des archives de l'Algérie à Aix permet de connaître l'action pendant la guerre d'indépendance de certains groupes musulmans au Royaume-Uni, comme la Muslim Students Federation, dont on ne trouve pas trace dans les autres archives. On en conclut que c'est avant tout à Alger, et non à Paris, que les autorités françaises s'intéressent à l'activité de ces groupes, ouvrant ainsi des pistes précieuses sur la circulation de l'information et des publications entre et hors des deux métropoles européennes que sont Paris et Londres. Les archives montrent ainsi que l'ambassade de France à Londres a joué pendant la guerre d'indépendance algérienne un rôle de médiation important avec Alger, les diplomates français cherchant à dissiper à la fois les craintes de Paris face à un interventionnisme anti-français en Afrique du Nord (notamment après la crise des ventes d'armes anglo-américaines à la Tunisie et après la crise de Bizerte) et les (faux) espoirs d'Alger que certains groupes musulmans britanniques puissent promouvoir à l'international une image positive de l'œuvre de la France en Algérie. Les dossiers d'Aix sont ainsi précieux à la fois pour mieux localiser les transactions des relations franco-britanniques mais ils constituent également un point d'entrée précieux pour l'étude des mobilisations collectives sur les transitions postcoloniales au Royaume-Uni à l'heure des indépendances en Afrique. S'il n'est pas possible d'affirmer avec une certitude absolue que les documents concernant la Muslim Students Federation sont absents des fonds britanniques, il est en revanche pertinent de souligner que la classification française, préservant plus visiblement les sites et acteurs de production originels dans de nombreux cas, facilite l'identification de connections transnationales que les dossiers thématiques britanniques ne montrent pas si aisément.

Détruire, déplacer, approprier : des distinctions plus que des exceptions dans la vie postcoloniale des archives

- 12 Pour l'étude des politiques étrangères à l'heure des décolonisations, plusieurs évolutions récentes ont eu un impact sur le travail des chercheurs. La politique d'ouverture des archives du Service historique de l'armée de terre entre 1992 et 2002 a permis de nouvelles études de voir le jour sur la guerre d'indépendance algérienne, de même que l'accès nouveau (même s'il reste difficile) aux archives du Front National de Libération (FLN) et du gouvernement algérien²⁵. Une des questions les plus médiatisées toutefois, mais aussi les plus importantes scientifiquement aussi, est celle des archives « déplacées ». Pour les chercheurs, ces archives sont importantes à double titre : en tant que sources pour affiner l'étude des transferts de pouvoir ; et parce qu'elle pose la question des rapports de pouvoirs après les indépendances dans la gestion du patrimoine.
- 13 Au Royaume-Uni, la communication des « migrated archives » après 2011 a permis aux chercheurs l'accès aux documents emportés des colonies par l'administration britannique au moment des indépendances et jusqu'alors enfouis dans les réserves de Hayes puis de Hanslope Park dans le Buckinghamshire. A l'origine de la « découverte » de ces nouvelles archives fut David Anderson, spécialiste du Kenya et des usages de la force dans les empires et fins d'empire et qui, ayant trouvé aux archives nationales du Kenya des documents suggérant une utilisation officielle et systématique de la torture au Kenya pendant la guerre contre les Mau Mau, fut contacté par cinq vétérans kenyans²⁶ demandant réparation auprès du Royaume-Uni. En posant la question du caractère systématique de la répression britannique au Kenya et du degré de complicité des officiels britanniques, à Nairobi et à Londres, le procès a contribué véritablement à un tournant dans une révision d'une décolonisation britannique plutôt vue jusqu'alors comme apaisée (notamment par rapport à la France). C'est dans ce contexte aussi, donc, que sont apparus les travaux de Cullen et Warson évoqués précédemment. Les détails du procès et du travail de Caroline Elkins, Huw Bennett, David Anderson, menant le gouvernement britannique à reconnaître l'existence d'archives « cachées » pour plus de 37 anciens territoires et à en accepter la communication sont désormais connus. Les conclusions d'Anderson sont doubles : le chercheur est bien en face d'un « complot », parce que l'administration britannique a tenté de dissimuler les archives emportées au moment du retrait impérial, mais aussi face à « un cafouillage²⁷ administratif », les documents ayant été mal catalogués lors de la réorganisation des archives dans les années 1980 et 1990²⁸. Dans la distinction entre les documents à détruire ou emporter (« Watch ») et les dossiers à laisser sur place (« Legacy »), les considérations sécuritaires priment majoritairement sur les critères historiques mais les pratiques fluctuent aussi selon les individus en charge des opérations et les contraintes de temps et de personnels²⁹. Les « migrated archives » sembleraient liées à des questions conflictuelles de la gestion des décolonisations, certains officiels faisant le choix de conserver les documents pour se prévenir contre d'éventuels litiges ultérieurs (au sein de l'administration plutôt que sur la scène publique)³⁰. Le travail d'Anderson, tout comme les recherches d'Elkins et Bennett et de leurs étudiants, ont suscité de nouvelles recherches et réflexions sur les dimensions administratives des fins d'empire, sur la sélection et la destruction des documents officiels qui les ont accompagnées³¹. La

journée d'études organisée à l'Institute of Commonwealth Studies sur la question en février 2015 a permis une première évaluation de l'impact de ces nouvelles archives sur les recherches. Pour la plupart des chercheurs, elles permettent avant tout une meilleure compréhension des politiques administratives et des pratiques archivistiques à la fin de l'empire, et donnent lieu à des interprétations plus complexes, plus nuancées des transferts de pouvoir, sans entraîner pour autant, dans la plupart des cas, de réévaluation radicale des études déjà menées³². L'impact qu'elles ont eu sur l'histoire kenyane et sur les mémoires du conflit, cependant, ne saurait être minimisée et la grande variété de territoires concernés suggère que les recherches futures sur les fins d'empire devront s'y intéresser et produiront certainement de nouvelles réévaluations.

- 14 Comme l'ont souligné plusieurs historiens, c'est lorsqu'apparaît de plus en plus probable le transfert prochain des pouvoirs que la gestion des archives coloniales prend, de fait, une importance nouvelle. Abiola Abioye note ainsi qu'au Nigeria, si le Colonial Office s'intéresse à la gestion des archives dès la date de fondation de la colonie en 1914³³, ce n'est vraiment qu'à partir de 1954 que les archives comme institution, dotées d'un fonctionnement et de bâtiments spécifiques, deviennent une question centrale³⁴. A la fin des années 1940, suite à l'indépendance du Sri Lanka et aux accords français avec le Vietnam, il est décidé que les archives coloniales « dites de souveraineté » seront transférées en métropole à l'indépendance³⁵. Si la France décide en 1949 que toutes les archives dites de souveraineté seront emportées, la politique britannique, elle, évolue au gré des indépendances et est en fait réellement codifiée par les responsables en poste en Afrique entre 1956, en amont de l'indépendance du Ghana, et 1961, lorsqu'est envisagée l'indépendance de plusieurs territoires où vivent des populations européennes blanches importantes³⁶. Mais, dans tous les cas, sont uniquement vraiment maintenues sur place les archives de gestion, ce qui signifie, comme l'a souligné Frederick Cooper, que les archives nationales africaines sont au départ fondées sur une partie des archives coloniales et reflètent ainsi « *un point de vue colonial* », non seulement en termes de contenu, mais aussi en termes de « *catégorie et unité d'analyse* » et de patrimonialisation de l'histoire³⁷. Paris comme Londres, par ailleurs, refusent le retour de ces archives lorsque les pays africains le demandent. C'est un des grands contentieux entre la France et l'Algérie, mais aussi entre la France et le Congo Brazzaville dans les années 1970³⁸. Quant aux archives qui ont fait la une des journaux britanniques lorsque s'est ouvert à Londres le procès des vétérans kenyans contre le Royaume-Uni, elles étaient réclamées par le Kenya depuis 1967, sans succès – et toujours sans succès, malgré les quelques avancées qui ont suivi le procès³⁹.
- 15 Enfin, les recherches suscitées par le procès kenyan à Londres donnent une nouvelle importance au débat sur la marginalisation des pays africains dans le système socio-économique archivistique actuel, en soulignant la localisation en Europe de nombreuses sources – favorisant la recherche en Europe et obligeant chercheurs et archivistes africains à s'y déplacer. Si l'étude menée par Nathan Mnjama auprès des directeurs d'archives nationales en Afrique montre des avis partagés sur la question du copyright d'archives numérisées (selon notamment les sources du financement), une très large majorité estime que la numérisation des archives déplacées doit entraîner un retour des originaux en Afrique⁴⁰. Concernant les archives déplacées, l'exception de ce point de vue est sénégalaise, plus que française ou britannique, pour reprendre les termes de Saliou Mbaye, directeur des archives du Sénégal de 1977 à 2005⁴¹. L'influence de Senghor et des élites du pays au moment de l'indépendance conduit alors la France à abandonner l'idée d'emporter les archives de l'Afrique occidentale française (AOF), qui

sont donc à Dakar et dont le maintien perpétuel est accepté en 1975 en contrepartie d'une opération de microfilmage (à Aix-en-Provence pour ce qui a été réalisé). Le budget de la Coopération a également financé une partie du microfilmage des archives de l'AEF à la demande du Congo⁴². En revanche, n'est pas envisagée la numérisation des archives déplacées au Royaume-Uni, dont le coût est estimé à 6 millions de livres, et les discussions suggèrent que le copyright resterait de toute façon britannique, quand bien même les documents numérisés pourraient être consultables dans d'autres archives, en Afrique ou ailleurs⁴³. Si l'Association of Commonwealth Archivists and Records Managers (ACARM), fondée en 1984 et dont la constitution prônait « l'examen des répercussions du colonialisme » sur les pratiques archivistiques et les archives, s'apprête à cesser ses activités⁴⁴, l'engagement sur ces questions sera à maintenir au sein du Conseil international des archives – numérisation et rapatriement intéressant l'ensemble de la communauté des archivistes et chercheurs, au-delà de spécificités « anglophones » ou « francophones », (ex-)britanniques ou (ex-)françaises, et autres.

« Community archives » et archives associatives : vers de nouvelles sources pour l'étude des « exceptionnalismes » français et britanniques dans les fins d'empire

- 16 Ceci mène à un dernier point, la constitution de nouveaux fonds pour l'étude des relations franco-britanniques dans les fins d'empire en Afrique, au-delà des fonds gouvernementaux, ou des archives de compagnies commerciales. Pour Jordanna Bailkin, « les politiques d'accès aux archives ont façonné comment la décolonisation a été définie (comme un processus diplomatique plutôt que social), là où nous pensons qu'elle a eu lieu (à l'étranger plutôt qu'en Grande-Bretagne) et pour qui nous pensons qu'elle a eu de l'importance (pour les décideurs plutôt que pour les citoyens ordinaires) »⁴⁵. De même, l'historien Todd Shepard rappelle que « la production historique et les archives participent à définir le sens de la souveraineté nationale post-décolonisation » et distingue entre les processus d'archivage de l'Etat et de la nation⁴⁶. Au Royaume-Uni en particulier, les archivistes s'intéressent particulièrement à ce que Andrew Flinn, Mary Stevens et Elizabeth Shepherd nomment les « community archives », définies comme « des collections rassemblées essentiellement par les membres d'une communauté donnée, qui exercent également un certain contrôle sur leur utilisation »⁴⁷. Cela signifie ainsi que « la caractéristique principale des community archives est la participation active d'une communauté dans la constitution de documents et la diffusion de l'histoire de son groupe et / ou de sa localité selon ses propres souhaits »⁴⁸ (ce qui signifie qu'une part du financement peut venir d'ailleurs, si cela n'empiète pas sur l'indépendance d'action).
- 17 Alors que les mouvements pour la décolonisation des programmes et enseignements scolaires et universitaires prennent de l'ampleur, un des projets les plus significatifs au Royaume-Uni a été la fondation en 1981 des Black Cultural Archives, sous l'impulsion de Len Garrison, fondateur de l'African-Caribbean Education Resource (ACER) Project en 1976 et dont l'objectif était au départ de rassembler des sources africaines et caribéennes pour permettre aux enfants noirs de se reconnaître dans l'histoire qui leur était enseignée au Royaume-Uni⁴⁹. Suite à l'inauguration de nouveaux locaux au cœur de Brixton en 2014, les Black Cultural Archives ont adopté un plan de collecte

d'archives beaucoup plus proactif que précédemment⁵⁰. Il vise notamment « à inclure tous les aspects des vies privées et publiques des individus ainsi que les archives d'institutions et d'organisations dans le domaine des affaires, de la politique, de l'éducation, de la culture et de la religion » et à « inclure des documents qui renvoient directement à la Caraïbe et à l'Afrique »⁵¹. Tout aussi importantes sont les collections du George Padmore Institute and Archive, fondé en 1991 dans le prolongement la International Book Fair of Radical Black and Third World Books, initiée au début des années 1980. Côté français, l'association dont les objectifs sont sans doute les plus proches est Génériques, fondée en 1987 et qui, s'adressant au grand public autant qu'aux chercheurs, entend de même stimuler une histoire non-gouvernementale de la nation. Une différence importante est que les archives recensées par Génériques sont abordées avant tout sous l'angle de l'immigration (toutes origines confondues)⁵², là où les Black Cultural Archives ne s'y intéressent que de façon implicite et revendiquent au contraire une permanence de l'expérience et de la présence noire au Royaume-Uni. Coïncidant avec le bicentaire de la Révolution française, et ouvrant avec une exposition « France des étrangers – France des libertés », Génériques a ainsi pour mission « d'entreprendre et de soutenir toute action dans le domaine de la communication, dans un esprit de tolérance et de multiculturalité, de développer les échanges interculturels en France et dans le monde ; et de promouvoir l'expression et la participation des communautés d'origine étrangère dans tous les médias et en particulier dans les nouveaux moyens de communication »⁵³. Il s'agit également d'un travail sur la mémoire, comprise « autant comme une catégorie interprétative que comme un possible dispositif de production de gratifications symboliques et matérielles⁵⁴ ». De part et d'autre, ces centres recensent, ou possèdent, des fonds d'archives précieuses pour l'étude des relations franco-britanniques et des spécificités françaises et britanniques dans les fins d'empire en Afrique, ainsi que pour la mise en valeur du rôle des populations issues des anciens empires sur la redéfinition de la coopération non-gouvernementale en Europe⁵⁵. Si cette dernière question a fait l'objet de publications majeures en sciences politiques et sociologie⁵⁶, les travaux fondés sur archives, et notamment sur les archives des organisations non-gouvernementales dans leur sens le plus large, restent comparativement peu nombreux, à l'exception peut-être des travaux sur le mouvement anti-apartheid. Si le financement des centres d'archives, notamment en terme de personnel, limite les possibilités de coopération transnationale et qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de partenariats internationaux aux Black Cultural Archives, le développement de la coopération entre centres d'archives et entre producteurs d'archives – individuels et collectifs – de part et d'autre de la Manche n'est certainement pas écarté (et sera, espère-t-on, stimulé)⁵⁷.

Conclusion

- 18 Jusqu'à très récemment, les politiques d'accès aux archives ont contribué à renforcer l'impression de différences fortes entre les fins des empires français et britanniques, qui seraient prolongées par des relations postcoloniales tout aussi différentes. Croiser les nouvelles archives comme sources et les nouvelles approches épistémologiques des archives elles-mêmes permet de complexifier les « exceptionnalismes », de part et d'autre de la Manche : sont ainsi révisées l'idée longtemps dominante d'un exceptionnalisme britannique fondé sur une transition postcoloniale plus apaisée ou sur une certaine indifférence des Britanniques face à la perte de leur empire, et la notion d'un exceptionnalisme français, fondé sur des réseaux « françafricains »

uniques. Il ne s'agit pas de relativiser l'importance de ces réseaux, ou l'existence de nombreuses différences qui sont bien sensibles, notamment dans les traditions juridiques – qu'il s'agisse des textes régissant les accords de coopération, notamment militaires, ou la gestion des archives. Il est de fait incontestable que l'Afrique dans sa globalité n'a jamais eu pour Londres l'importance qu'elle a pour Paris – ni dans une politique internationale globale, ni dans les réseaux personnels tissés au sommet de l'Etat. De même, l'étude d'archives perçues comme particulièrement « secrètes », comme le Fonds Foccart ou les « migrated archives », permettent peut-être avant tout de mieux appréhender ce que Anne Gilliland et Michele Caswell appellent les « *archives imaginées* » et les « *imaginaires d'archives impossibles*⁵⁸ » – autant qu'elles fournissent des réinterprétations décisives de l'histoire des transferts de pouvoir. Néanmoins, les nuances apportées aux idées d'« exceptionnalisme » français et britannique sont importantes, au-delà d'une révision nécessaire de l'histoire des indépendances en Afrique et de l'impact du retrait impérial sur les gouvernements des métropoles et la constitution des Etats post-coloniaux. En ce qu'elles affinent les notions d'héritage et mettent à jour de nouveaux réseaux de personnes qui traversent les traditionnelles sphères d'influence et des transferts de pratiques au-delà des zones dites « francophones » ou « anglophones », elles confirment aussi l'importance d'amplifier les recherches sur le rôle des archives, y compris des archives associatives, dans la construction de l'Etat et de la nation dans les longues fins d'empire. Le « *chemin* » de l'analyse historique de la décolonisation, écrivait Saliou Mbaye, « *loin de trouver le bureau de Foccart comme aboutissement, conduit plus facilement à arpenter l'Afrique*⁵⁹ », soulignant à la fois la limite de l'archive comme source et le caractère fondamental du rapport de l'archive au territoire comme lieu de production, de consultation et objet même de l'archive. A l'heure de la reconfiguration des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, l'histoire croisée des pratiques archivistiques acquiert une importance scientifique et citoyenne renouvelée, comme méthode de recherche historique, outil d'analyse de discours politiques concurrents et courroie entre les espaces nationaux, internationaux et transnationaux des sociétés contemporaines.

BIBLIOGRAPHIE

- ABIOYE Abiola, « Fifty years of archives administration in Nigeria : lessons for the future », *Records Management Journal*, vol. 17, n°1, 2007, p. 52-53.
- ANDERSON David, « Mau Mau in the High Court and the 'Lost' British Empire Archives: Colonial Conspiracy or Bureaucratic Bungle? », *The Journal of Imperial and Colonial History*, vol. 39, n°5, 2011, p. 699-716.
- BADGER, Anthony, « Historians, a legacy of suspicion and the 'migrated archives' », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 23, n°4-5, 2012, p. 799-807.
- BAILKIN Jordanna, « Where did the empire go ? Archives and decolonization in Britain », *The American Historical Review*, vol. 120, n°3, 2015, p. 884-899.

BANTON Mandy, « Destroy? 'Migrate'? Conceal? British Strategies for the Disposal of Sensitive Records of Colonial Administrations at Independence », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 40, n°2, 2012, p. 321-335.

BAPTISTE Sharon, « The evolution of the Black Cultural Archives : 1981-2005 » in BEN-MESSAHEL Salhia et CASTEJON, Vanessa (eds), *Colonial Extensions, Postcolonial Decentrings : Cultures and Discourse on the Edge*, Bruxelles, Peter Lang, 2018, p. 179-202.

BASTIAN Jeannette Allis, « Reading colonial records through an archival lens : the provenance of place, space and creation », *Archival Science*, vol. 6, n°3-4, 2006, p. 267-284.

BAT Jean-Pierre, « Les 'archives Foccart' aux archives nationales », *Afrique & Histoire*, vol. 5, n°1, 2006, p. 189-201.

BAT Jean-Pierre, « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, vol. 7, n°1, 2009, p. 301-311.

BAT, Jean-Pierre, « Chef de poste en Zambie, le mirador de la 'ligne de front' (1980-1983), Entretien avec XXX » in BAT Jean-Pierre, VADILLO Florian et LE PAGE Jean-Marie, *Les espions parlent : archives et témoignages inédits des services secrets français*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2011.

BAT, Jean-Pierre, « Introduction » in GENESTE Pascal et BAT Jean-Pierre (dir.), *Archives de la Présidence de la République : Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté*, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, p. 7-15.

BAT Jean-Pierre et GENESTE Pascal, « Jean Mauricheau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, vol. 142, n°2, 2010, p. 87-100.

BERGER Stefan, « The role of national archives in constructing national master narratives in Europe », *Archival Science*, vol. 13, n°1, 2013, p. 1-22.

BRANCHE Raphaëlle, *La guerre d'Algérie ? Une histoire apaisée de la guerre d'Algérie ?* Paris, Seuil, 2005.

COOPER Frederick, « Memories of colonization. Commemoration, preservation and erasure in an African archives » in BLOUIN Jr. Francis X. et ROSENBERG William G. (dir.), *Archives, Documentation and Institutions of Social Memory. Essays from the Sawyer Seminar*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 2006.

CULLEN Poppy, « Funeral planning : British involvement in the funeral of President Jomo Kenyatta », *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 44, n°3, 2016, p. 513-532.

CULLEN Poppy, *Kenya and Britain after independence : beyond neo-colonialism*, Cham/Suisse, Palgrave Macmillan, 2017.

CULLEN Poppy, « Operation Binnacle : British plans for military intervention against a 1965 coup in Kenya », *The International History Review*, vol. 39, n°5, 2017, p. 791-809.

DOZON Jean-Pierre, « L'État franco-africain », *Les Temps Modernes*, n° 620-621, 2002, p. 261-288.

DRITSAS Lawrence et HAIG Joan, « An archive of identity : the Central African Archives and Southern Rhodesian history », *Archival Science*, vol. 14, n°1, 2014, p. 35-54.

ELKINS Caroline, « Looking beyond Mau Mau : Archiving violence in the era of decolonization », *The American Historical Review*, vol. 120, 2015, p. 852-868.

ELKINS Caroline, « Archives, Intelligence and Secrecy: The Cold War and the End of the British Empire » in JAMES Leslie et LEAKE, Elizabeth (dir.), *Decolonization and the Cold War. Negotiating Independence*, London, Bloomsbury, 2015, p. 257-283.

- FLINN Andrew, « Community histories, community archives : some opportunities and challenges », *Journal of the Society of Archivists*, vol. 28, n°2, 2007, p. 151-176.
- FLINN Andrew, STEVENS Mary et SHEPHERD Elizabeth, « Whose memories, whose archives ? Independent community archives, autonomy and the mainstream », *Archival Science*, vol. 9, n°1-2, 2009, p. 71-86.
- GALLAGHER Julia, *Britain and Africa under Blair : in pursuit of the good state*, Manchester, Manchester University Press, 2011.
- GARRIDO Felipe Espinoza, *Locating African European Studies : Interventions, Intersections, Conversations*, Abingdon, Routledge, 2019.
- GENESTE Pascal, « Pour une nouvelle histoire des relations franco-africaines entre 1958 et 1974. Les papiers de Foccart aux archives nationales », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, vol. 30, 2002.
- GILLILAND Anne J. et CASWELL Michele, « Records and their imaginaries : imagining the impossible, making possible the imagined », *Archival Science*, vol. 16, n°1, 2016, p. 53-75.
- GORDON Daniel A., « French and British antiracistists since the 1960s : a rendez-vous manqué ? », *Journal of Contemporary History*, vol. 50, n°3, 2015, p. 1-26.
- HAMPSHIRE Edward, « Apply the Flame more Searingly. The Destruction and Migration of the Archives of British Colonial Administration, a South-East Asia Case Study », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 41, n°2, 2013, p. 334-352.
- ISHMAEL Hannah J. M et WATERS Rob, « Archive Review : The Black Cultural Archives, Brixton », *Twentieth Century British History*, vol. 28, n°3, 2017, p. 465-473.
- LOWRY James, « Radical empathy, the imaginary and affect in (post)colonial records : how to break out of international stalemates on displaced archives », *Archival Science*, vol. 19, n°2, 2019, p. 185-203.
- MBAYE Ousmane, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, vol. 7, n°1, 2009, p. 291-299.
- MBAYE, Saliou, « Ouvrir les archives de la Françafrique ... » in BAT Jean-Pierre, FORCADE Olivier et MARY, Sylvain (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2017, p. 369-372.
- MILLIGAN Jennifer S., « What is an archive ? in the history of modern France » in BURTON Antoinette (dir.), *Archive stories : facts, fictions and the writing of history*, Durham N.C., Duke University Press, 2005, p. 159-183.
- MNJAMA Nathan, « Migrated archives : the African perspectives », *Journal of the South African Society of Archivists*, vol. 48, 2015, p. 45-54.
- PORTEOUS Tom, *Britain in Africa*, Londres, Zed Books, 2010.
- RICHARDS Thomas, *The Imperial Archive. Knowledge and the Fantasy of Empire*, Londres, Verso, 1993.
- ROBERT Maurice, « *Ministre* » de l'Afrique. Entretiens avec André Renault, Paris, Seuil, 2004.
- SATO Shohei, « 'Operation Legacy' : Britain's destruction and concealment of colonial records worldwide », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 45, n°4, 2017, p. 697-719.
- SHEPARD Todd, « 'Of Sovereignty' : disputed archives, 'wholly modern' archives, and the post-decolonization French and Algerian Republics, 1962-2012 », *The American Historical Review*, vol. 20, n°3, 2015, p. 869-883.

STOLER Ann Laura, « Colonial archives and the arts of governance », *Archival Science*, vol. 2, n°1-2, 2002, p. 87-109.

THENAULT Sylvie, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, 2012 [2005].

TORRENT Mélanie, « Introduction » au numéro « La politique étrangère britannique en Afrique depuis 1957 : acteurs, principes, pratiques », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 18, n°2, 2013, p. 5-27.

TORRENT, Mélanie, « 'Chasse gardée au Cameroun?' Le Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest » in BAT Jean-Pierre, FORCADE Olivier et MARY, Sylvain (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2017, p. 145-161.

TORRENT Mélanie, « Globalising Suez : Commonwealth diplomacy and the war of Algerian independence (1955-1957) » in DUBOW Saul et DRAYTON Richard (eds), *Commonwealth History in the Twenty-First Century*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2020, à paraître.

TOUGH, Alistair G., « Oral culture, written records and understanding the twentieth-century colonial archives. The significance of understanding from within », *Archival Science*, vol. 12, n°3, 2012, p. 245-265.

WARSON Joanna, « A transnational decolonisation: Britain, France and the Rhodesian problem, 1965-1969 » in CHAFER Tony et KEESE Alexander (ed), *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 171-185.

WARSON Joanna, « Entangled ends of empire: The role of France and Francophone Africa in the decolonisation of Rhodesia », *Journal of Colonialism and Colonial History*, vol. 16, n°1, 2015, p. 751-753.

WARSON Joanna, « Beyond co-operation and competition : Anglo-French relations, connected histories of decolonization and Rhodesia's Unilateral Declaration of Independence, 1965-1980 », *Historical Research*, vol. 88, n°242, 2015, p. 740-764.

NOTES

1. RICHARDS Thomas, *The Imperial Archive. Knowledge and the Fantasy of Empire*, Londres, Verso, 1993, p. 11.
2. STOLER Ann Laura, « Colonial archives and the arts of governance », *Archival Science*, vol. 2, n°1-2, 2002, p. 91.
3. BASTIAN Jeannette Allis, « Reading colonial records through an archival lens: the provenance of place, space and creation », *Archival Science*, vol. 6, n°3-4, 2006, p. 267-284.
4. DOZON Jean-Pierre, « L'État franco-africain », *Les Temps Modernes*, n° 620-621, 2002, p. 261-288.
5. BAT Jean-Pierre, « Les 'archives Foccart' aux archives nationales », *Afrique & Histoire*, vol. 5, n°1, 2006, p. 195.
6. Voir par exemple, GALLAGHER Julia, *Britain and Africa under Blair: in pursuit of the good state*, Manchester, Manchester University Press, 2011, et PORTEOUS Tom, *Britain in Africa*, Londres, Zed Books, 2010. Sur ces questions, voir également TORRENT Mélanie, « Introduction » au numéro « La politique étrangère britannique en Afrique depuis 1957 : acteurs, principes, pratiques », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 18, n°2, 2013, p. 5-27.
7. Le terme « rapatriées » impliquant que la souveraineté est celle des anciennes métropoles.

8. Sur ces questions, voir par exemple MILLIGAN Jennifer S., « What is an archive ? in the history of modern France » in BURTON Antoinette (dir.), *Archive stories : facts, fictions and the writing of history*, Durham N.C., Duke University Press, 2005, p. 159-183 ; et BERGER Stefan, « The role of national archives in constructing national master narratives in Europe », *Archival Science*, vol. 13, n°1, 2013, p. 1-22.
9. Les versements ont eu lieu en plusieurs étapes. La première mise en valeur du fonds Foccart date des travaux de Pascal Geneste, alors conservateur au Centre historique des archives nationales à Paris ; voir GENESTE Pascal, « Pour une nouvelle histoire des relations franco-africaines entre 1958 et 1974. Les papiers de Foccart aux archives nationales », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, vol. 30, numéro spécial « Foccart, entre France et Afrique », 2002.
10. Voir par exemple ROBERT Maurice, « *Ministre de l'Afrique. Entretiens avec André Renault*, Paris, Seuil, 2004.
11. BAT, Jean-Pierre, « Introduction » in GENESTE Pascal et BAT Jean-Pierre (dir.), *Archives de la Présidence de la République : Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté*, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, p. 14.
12. Ibid.
13. TORRENT, Mélanie, « 'Chasse gardée au Cameroun?' Le Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest » in BAT Jean-Pierre, FORCADE Olivier et MARY, Sylvain (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2017, pp. 145-161.
14. Dans les deux cas, les chercheurs ont souligné également l'importance d'une culture de l'oral dans le fonctionnement des structures et institutions étudiées, des réseaux Foccart aux gouvernements coloniaux et post-coloniaux en Afrique, et qui échappe aux dossiers « papier » disponibles ; sur la question de l'oralité dans l'histoire des archives africaines, voir par exemple TOUGH, Alistair G., « Oral culture, written records and understanding the twentieth-century colonial archives. The significance of understanding from within », *Archival Science*, vol. 12, n°3, 2012, p. 245-265.
15. Sur Jean Mauricheau-Beaupré et son implication dans les affaires nigérianes à l'époque du Biafra, voir aussi BAT Jean-Pierre et GENESTE Pascal, « Jean Mauricheau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, vol. 142, n°2, 2010, p. 87-100.
16. WARSON Joanna, « Entangled ends of empire: The role of France and Francophone Africa in the decolonisation of Rhodesia », *Journal of Colonialism and Colonial History*, vol. 16, n°1, 2015, p. 751-753. Sur les complexes dynamiques de coopération et rivalité dans les politiques britanniques et françaises, voir aussi WARSON Joanna, « Beyond co-operation and competition : Anglo-French relations, connected histories of decolonization and Rhodesia's Unilateral Declaration of Independence, 1965-1980 », *Historical Research*, vol. 88, n°242, 2015, p. 740-764.
17. BAT, Jean-Pierre, « Chef de poste en Zambie, le mirador de la 'ligne de front' (1980-1983), Entretien avec XXX » in BAT Jean-Pierre, VADILLO Florian et LE PAGE Jean-Marie, *Les espions parlent : archives et témoignages inédits des services secrets français*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2011, p. 296.
18. WARSON Joanna, « A transnational decolonisation: Britain, France and the Rhodesian problem, 1965-1969 » in CHAFER Tony et KEESE Alexander (ed), *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 182.
19. CULLEN Poppy, *Kenya and Britain after independence : beyond neo-colonialism*, Cham/Suisse, Palgrave Macmillan, 2017.
20. CULLEN Poppy, « Funeral planning : British involvement in the funeral of President Jomo Kenyatta », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 44, n°3, 2016, p. 513-532.
21. Voir CULLEN Poppy, « Operation Binnacle : British plans for military intervention against a 1965 coup in Kenya », *The International History Review*, vol. 39, n°5, 2017, p. 791-809.

22. Les variations dans les délais de communication des archives influent – c'est une évidence – sur les possibilités qu'ont les chercheurs de croiser leurs sources. Depuis 2009, le délai de communication des archives nationales britanniques a été ramené de 30 à 20 ans tandis que celui des archives nationales françaises est généralement de 25 ans – des exceptions demeurent applicables, notamment pour les documents touchant au secret de la défense nationale, à la sûreté de l'Etat, à la sécurité publique, à la sécurité et à la vie privée des individus, et des délais de 50, 75 ou 100 ans sont alors en vigueur. Ces considérations ne sont pas en soi propres à l'étude des relations franco-britanniques mais à tout travail croisé d'archives. Récemment cependant, les nouvelles dispositions concernant la classification des archives postérieures à 1940 par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale restreignent en pratique l'accès à des dossiers centraux pour l'étude croisée des fins d'empire.

23. TORRENT Mélanie, « Globalising Suez : Commonwealth diplomacy and the war of Algerian independence (1955-1957) » in DUBOW Saul et DRAYTON Richard (dir.), *Commonwealth History in the Twenty-First Century*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2020, à paraître.

24. L'ancien Southern Cameroons devient le Cameroun occidental lorsqu'en octobre 1961 est constitué le Cameroun actuel, union de la République du Cameroun, ayant obtenu l'indépendance de la France le 1^{er} janvier 1960, et du Southern Cameroons, dont se retirent alors les Britanniques. L'autre Cameroun britannique, le Northern Cameroons, choisit inversement de rejoindre le Nigeria. L'indépendance séparée n'est pas offerte par l'ONU aux populations des Camerouns britanniques lors des référendums de 1961 sur leur avenir.

25. Voir par exemple BRANCHE Raphaëlle, *La guerre d'Algérie ? Une histoire apaisée de la guerre d'Algérie ?* Paris, Seuil, 2005 ; THENAULT Sylvie, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, (2012) [2005].

26. Il s'agit de Ndiku Mutwiwa Mutua, Paulo Nzili, Wambugu wu Nyongi, Jane Muthoni Mara et de Susan Ngondi, qui est décédée avant la fin du procès.

27. Anderson parle de « bungle », qui évoque à la fois le cafouillage et le gâchis. Ces deux notions sont en fait présentes dans son propos, l'inattention et la désorganisation administrative provoquant initialement un gâchis pour la recherche – et la réputation du Foreign and Commonwealth Office.

28. ANDERSON David, « Mau Mau in the High Court and the 'Lost' British Empire Archives: Colonial Conspiracy or Bureaucratic Bungle? », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 39, n°5, 2011, p. 699-716.

29. Voir aussi HAMPSHIRE Edward, « Apply the Flame more Searingly. The Destruction and Migration of the Archives of British Colonial Administration, a South-East Asia Case Study », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 41, n°2, 2013, p. 334-352.

30. BANTON Mandy, « Destroy? 'Migrate'? Conceal? British Strategies for the Disposal of Sensitive Records of Colonial Administrations at Independence », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 40, n°2, 2012, p. 321-335.

31. Badger note ainsi l'absence de dossiers sur le Guyana, et les maigres dossiers concernant Aden et la Malaisie, BADGER Anthony, « Historians, a legacy of suspicion and the 'migrated archives' », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 23, n°4-5, 2012, p. 805. Selon Caroline Elkins, 3,5 tonnes de documents auraient été détruits dans les cinq années qui ont précédé l'indépendance du Kenya, ELKINS Caroline, « Looking beyond Mau Mau: Archiving violence in the era of decolonization », *The American Historical Review*, vol. 120, 2015, p. 860.

32. Dans un autre cadre, Caroline Elkins estimait pour sa part que l'ouverture des « migrated archives » n'était pas tant une révélation qu'« une réponse classique de la Bureaucratie de Sa Majesté », tout comme l'était la nomination d'un expert scientifique issu du triangle d'or universitaire (Oxford, Cambridge et Londres), voir ELKINS Caroline, « Archives, Intelligence and Secrecy: The Cold War and the End of the British Empire » in JAMES Leslie et LEAKE, Elizabeth (dir.), *Decolonization and the Cold War. Negotiating Independence*, London, Bloomsbury, 2015, p. 262.

33. Dans l'empire français, les archives du Sénégal sont fondées en 1913 par William Ponty, alors gouverneur général.
34. ABIOYE Abiola, « Fifty years of archives administration in Nigeria : lessons for the future », *Records Management Journal*, vol. 17, n°1, 2007, p. 52-53. Une des exceptions sont les archives d'Afrique centrale, fondées dans les années 1930 alors que s'affirme un nationalisme colonial en Rhodésie du Sud, voir DRITSAS Lawrence et HAIG Joan, « An archive of identity : the Central African Archives and Southern Rhodesian history », *Archival Science*, vol. 14, n°1, 2014, p. 35-54.
35. BAT Jean-Pierre, « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, vol. 7, n°1, 2009, p. 304.
36. SATO Shohei, « 'Operation Legacy' : Britain's destruction and concealment of colonial records worldwide », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 45, n°4, 2017, p. 697-719.
37. COOPER Frederick, « Memories of colonization. Commemoration, preservation and erasure in an African archives » in BLOUIN Jr. Francis X. et ROSENBERG William G. (dir.), *Archives, Documentation and Institutions of Social Memory. Essays from the Sawyer Seminar*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 2006, p. 257.
38. BAT Jean-Pierre « Les archives de l'AEF », *op. cit.*
39. En juin 2013, William Hague, alors Ministre des Affaires étrangères, a exprimé les regrets du gouvernement britannique face aux exactions commises au Kenya et l'octroi d'une compensation de 20 millions de livres sterling. Pour les détails des négociations, infructueuses, entre le Kenya et le Royaume-Uni sur la question des archives, voir BADGER Anthony, « Historians... », *op. cit.*
40. MNJAMA Nathan, « Migrated archives : the African perspectives », *Journal of the South African Society of Archivists*, vol. 48, 2015, p. 45-54.
41. BAT Jean-Pierre, « Les archives du Sénégal : un siècle d'histoire(s) de l'Afrique » (questions à ... Saliou M'Baye), *Africa4*, 18 mai 2016, <http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2016/05/18/les-archives-du-senegal-un-siecle-dhistoires-de-lafrique> (consulté le 4 janvier 2020). L'Ecole de bibliothécaires, archivistes, documentalistes (EBAD) à Dakar a d'ailleurs formé de très nombreux personnels de l'Afrique francophone.
42. MBAYE Ousmane, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, vol. 7, n°1, 2009, p. 291-299.
43. LOWRY James, « Radical empathy, the imaginary and affect in (post)colonial records : how to break out of international stalemates on displaced archives », *Archival Science*, vol. 19, n°2, 2019, p. 185-203.
44. Message de James Lowry et Laura Millar publié sur la page Facebook de l'ACARM le 14 juillet 2020.
45. BAILKIN Jordanna, « Where did the empire go ? Archives and decolonization in Britain », *The American Historical Review*, vol. 120, n°3, 2015, p. 885.
46. SHEPARD Todd, « 'Of Sovereignty' : disputed archives, 'wholly modern' archives, and the post-decolonization French and Algerian Republics, 1962-2012 », *The American Historical Review*, vol. 120, n°3, 2015, p. 872.
47. FLINN Andrew, STEVENS Mary et SHEPHERD Elizabeth, « Whose memories, whose archives ? Independent community archives, autonomy and the mainstream », *Archival Science*, vol. 9, n°1-2, 2009, p. 73. Voir aussi FLINN Andrew, « Community histories, community archives : some opportunities and challenges », *Journal of the Society of Archivists*, vol. 28, n°2, 2007, p. 151-176.
48. *Ibid.*
49. ISHMAEL Hannah J. M et WATERS Rob, « Archive Review : The Black Cultural Archives, Brixton », *Twentieth Century British History*, vol. 28, n°3, 2017, p. 465-473. Sur les Black Cultural Archives, voir aussi BAPTISTE Sharon, « The evolution of the Black Cultural Archives : 1981-2005 » in BEN-MESSAHEL Salhia et CASTEJON, Vanessa (eds), *Colonial Extensions, Postcolonial Decentrings : Cultures and Discourse on the Edge*, Bruxelles, Peter Lang, 2018, p. 179-202.
50. Hannah Ishmaël note ainsi que les dons d'ouvrages et les projets d'histoire orale sont plus fréquents que les dons de papiers personnels, et qu'une des missions des Black Cultural Archives

est précisément de mettre en valeur la notion même d'archives pour l'histoire des communautés locales ; communication écrite avec l'auteure, 19 juin 2019.

51. Black Cultural Archives, « 2016 Collection Policy », document transmis par Hannah Ishmaël en mai 2019.

52. Est ainsi paru, suite à un partenariat signé en 1992 avec les archives nationales et avec le soutien de la ville de Paris, plusieurs ministères et le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, un inventaire en quatre volumes des sources disponibles en France pour l'histoire de l'immigration.

53. Document de fondation d'avril 1987, in KEYHANI Narguesse, « Impact scientifique et appropriation sociale du portail Odysseo », Association Génériques – Labex « Les passés dans le présent », juin 2016.

54. BELBAH Mustapha, LAACHER Smaïn, « Immigration, politiques et usages de la mémoire », Etude réalisée dans le cadre de l'action 1 du projet EQUAL « Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations », juin 2005.

55. Sur ces questions, voir par exemple, GARRIDO Felipe Espinoza, *Locating African European Studies : Interventions, Intersections, Conversations*, Abingdon, Routledge, 2019.

56. Les mouvements antiracistes ont également fait l'objet d'études croisées, voir par exemple GORDON Daniel A., « French and British antiracists since the 1960s : a rendez-vous manqué ? », *Journal of Contemporary History*, vol. 50, n°3, 2015, p. 1-26.

57. Le centre des Black Cultural Archives comporte à l'heure actuelle seulement cinq personnes employées à temps plein, pour l'ensemble des missions de l'organisation ; communication de Hannah Ishmaël avec l'auteure, 19 juin 2019.

58. GILLILAND Anne J. et CASWELL Michele, « Records and their imaginaries : imagining the impossible, making possible the imagined », *Archival Science*, vol. 16, n°1, 2016, p. 55.

59. M'BAYE, Saliou, « Ouvrir les archives de la Françafrique ... » in BAT, FORCADE, MARY, Foccart ..., op. cit., p. 370.

RÉSUMÉS

Alors que plusieurs études ont montré le rôle des archives comme vecteur de pouvoir et l'influence des élites dans la formation et l'interprétation de l'histoire, les études subalternes, postcoloniales et décoloniales ont contribué à mettre au jour la marginalisation des populations colonisées dans l'histoire des empires et dans l'histoire nationale des anciennes métropoles. Récemment, l'ouverture de nouvelles archives et les nouvelles études sur les archives en tant que processus, lieux et objets ont stimulé une nouvelle histoire croisée des pratiques françaises et britanniques dans la transition postcoloniale en Afrique. Cet article examine ainsi dans quelle mesure l'exceptionnalisme de la politique africaine de la France a été révisé, et évalue la place respective accordée au patrimoine archivistique, à sa sélection et à sa gestion, dans les fins d'empire et les décolonisations toujours en cours en France et au Royaume-Uni. Il conclut enfin sur l'importance des « community archives » et des archives associatives pour l'histoire et la mémoire des transferts de pouvoir, au croisement entre sphères étatiques et non-étatiques, nationales et transnationales.

While several studies have shown the role of archives as channels of power and the influence of elites in the construction and interpretation of history, subaltern, postcolonial and decolonial

studies have contributed to uncovering the marginalisation of colonised people in the history of empires and in the national history of former metropolises. Recently, the opening of new archives, and new research on archives as processes, spaces and objects, have generated a new connected history of French and British practices in the postcolonial transition in Africa. This article investigates the extent to which the exceptionalism of France's African policy has been revised, and assesses the place given to the selection and management of the archival heritage in the ends of empire and the ongoing decolonisation in France and the United Kingdom. It concludes on the importance of community archives for the history and memory of the transfers of power, between state and non-state, national and transnational spheres.

INDEX

Mots-clés : Afrique, archives, décolonisation, diplomatie, mémoire

Keywords : Africa, archives, decolonisation, diplomacy, memory

AUTEUR

MÉLANIE TORRENT

EA 4295 CORPUS

Université de Picardie Jules Verne

Institut Universitaire de France

Mélanie Torrent est professeur des universités à l'Université de Picardie Jules Verne, et membre junior de l'Institut universitaire de France (2016). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins d'empire en Afrique et sur la politique étrangère et la diplomatie britanniques contemporaines.